

Entre la justice et la liberté

Al-Katib al-Masri, juin 1946.

Il est une seule et même question qui se pose en tout lieu civilisé et dans tout milieu cultivé — que certains posent à d'autres, et que les individus se posent à eux-mêmes, tantôt délibérément, intentionnellement et par choix, tantôt involontairement, inconsciemment et sans aucun choix.

Certains la posent à d'autres, et les individus se la posent à eux-mêmes, se livrant délibérément à son étude et à son analyse, s'efforçant de lui trouver une réponse, conscients de le faire et le voulant ; tandis que la vie active elle-même la pose aux individus et aux communautés à chaque instant et à chaque occasion, et les hommes sont très souvent incapables de lui trouver une solution décisive et ferme, ou une réponse concluante et éclatante. Et pour cette raison, ils demeurent dans une perplexité continuelle, dont les traces apparaissent clairement dans leurs paroles lorsqu'ils parlent, et dans leurs actes lorsqu'ils agissent.

Le monde s'achemine-t-il vers la réalisation de la justice, ou vers la réalisation de la liberté ? Telle est la question — ou disons plutôt le problème — que le dix-neuvième siècle a posé à certains esprits en Europe, et qui en vint à s'emparer de ces esprits peu à peu, jusqu'à les occuper entièrement et les accaparer, puis gagna d'autres esprits, puis en vint à descendre, pas à pas, des classes pensantes d'élite vers les classes moyennes, puis vers les classes inférieures, puis en vint à monopoliser toute la pensée politique à la fin du siècle dernier, au point que l'Europe s'en trouva divisée en factions et en partis. Puis son emprise sur la vie européenne grandit encore au début de ce siècle, surtout au lendemain de la Première Guerre mondiale, au point que l'Europe en fut jetée dans un trouble violent, et que le monde hors d'Europe en fut lui aussi jeté dans un trouble violent — l'une des conséquences en étant que la Seconde Guerre mondiale éclata, déversant sur le monde tout le mal et toute l'horreur qu'elle déversa.

La Seconde Guerre mondiale s'est achevée, tout comme s'était achevée la Première, sans que l'une ou l'autre eût trouvé de réponse à cette question ni de solution à ce problème ; le seul résultat de ces deux guerres fut que la question demeura entière, mais devint plus pressante et plus urgente, et que le problème demeura entier, mais devint plus

difficile et plus complexe. Dieu seul sait si le monde a besoin d'une troisième guerre pour répondre à cette question et résoudre ce problème, ou si une paix organisée ou non organisée peut tirer l'humanité de sa perplexité, et la conduire sur l'une des deux voies : la voie de la liberté, ou la voie de la justice.

Ce serait une erreur de croire que cette question est moderne, inconnue de l'homme avant que le dix-neuvième siècle ne la posât ; c'est, au contraire, une question ancienne, connue de l'homme depuis les époques les plus reculées. Les philosophes qui étudient et analysent l'histoire pourraient bien être en mesure de retracer l'origine de cette question, et de suivre son évolution depuis que la raison l'imposa à l'homme civilisé dans ce qu'ils appellent l'aube de l'histoire.

Et il ne fait aucun doute que les philosophes l'ont fait : ils ont étudié la civilisation depuis ses origines, retracé la lutte entre la liberté et la justice à travers les diverses étapes du progrès humain, pour aboutir finalement à cette même perplexité et à cette même confusion profonde où le monde se trouve aujourd'hui : les uns préférant la liberté, parce qu'elle réalise la dignité de l'homme, lui permet de se parfaire et de conquérir sa personnalité entière et intacte ; un groupe parmi eux préférant la justice, parce qu'elle satisfait le besoin d'égalité de l'homme, et lui accorde une part d'équité qui le protège de l'arrogance du fort envers le faible, de la domination du riche sur le pauvre, et de la supériorité du capable sur l'incapable. Et un autre groupe encore a tenté de concilier la justice et la liberté, sans parvenir, par cette tentative, à rien de bien important ; car la justice absolue et la liberté absolue ne peuvent se rencontrer, à moins que la liberté ne soit contrainte et la justice contrainte, et que l'une et l'autre ne soient amputées sur leurs bords, leur forme même s'en trouvant quelque peu défigurée. Alors seulement peuvent-elles se rencontrer, en une rencontre qui n'est pas exempte d'une distorsion dont pâtit la vie humaine elle-même — la liberté la poussant à l'action et à l'activité, et l'amour de la justice la poussant à la dissension et à la discorde — pour aboutir à ce même développement que nous observons aujourd'hui, comme nous l'avons observé à diverses époques, et qui répand la haine et l'inimitié, remplit la vie de mal, de ruse et de machinations, puis la pousse, de temps à autre, vers l'une de ces guerres qui n'épargnent rien ni personne, et qui deviennent, au fil des jours, de plus en plus hideuses et monstrueuses.

Ce serait de même une erreur de croire que cette lutte entre la liberté et la justice se limite à tel milieu humain plutôt qu'à tel autre, ou à

tel endroit du monde civilisé plutôt qu'à tel autre ; la réalité que nous pouvons observer à tout moment est que cette lutte existe dans tous les milieux humains cultivés, et dans toutes les parties du monde civilisé également, se renforçant et se faisant plus violente là où la civilisation progresse et excelle, et s'affaiblissant, son poids s'allégeant, là où la civilisation stagne et tend au déclin — mais elle est toujours présente, et continue en tout état de cause.

Il suffit de regarder le monde civilisé dans lequel nous vivons aujourd'hui pour constater que la lutte entre la liberté et la justice est violente au dernier degré en Europe et en Amérique, et que sa violence dans ces deux continents est plus forte que dans les autres continents, bien qu'elle varie en intensité selon les nations et les peuples.

L'important n'est pas d'étudier cette lutte entre la justice et la liberté dans le détail le plus exhaustif — cela est hors de notre portée, et au demeurant inutile pour l'instant — mais bien d'observer les manifestations de cette lutte en Europe et en Amérique, et dans les pays du Proche-Orient en particulier, afin de discerner vers quelle voie nous sommes conduits, et vers quelle fin nous sommes poussés. Il ne fait aucun doute que l'abolition des distances dans le temps et l'espace a lié notre Proche-Orient à l'Europe et à l'Amérique par un lien quotidien et étroit, de sorte que nous ne pouvons échapper — quelque effort que nous y mettions — à l'influence de ce qui se passe dans ces deux continents, des événements et des troubles qui s'y produisent, et des difficultés et des problèmes qui s'y soulèvent. Il est certain que si l'on avait consulté le Proche-Orient lorsque la Première Guerre mondiale éclata, il aurait préféré sa propre tranquillité, et aurait souhaité observer cette neutralité qui lui épargnerait les dangers et les horreurs de la guerre. Mais on ne l'a pas consulté, et il n'était pas possible qu'on le consultât, car il était lui-même l'un des théâtres de cette guerre et l'un de ses objets. Il n'a pas davantage été consulté lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, et il n'était pas possible qu'on le consultât, car il était lui-même l'un des théâtres de cette guerre et l'une de ses cibles. Et il est fort probable qu'il ne sera pas consulté si une troisième guerre mondiale venait à éclater, car il sera parmi les théâtres les plus importants de cette guerre, et parmi les objets les plus gravement menacés.

Le Proche-Orient doit donc se résigner à n'être qu'une partie de ce monde civilisé moderne, qui est jeté dans le trouble le plus violent par cette lutte féroce et continue entre la liberté et la justice, affecté — qu'il le veuille ou non — par cette lutte, et par tout ce qu'elle entraîne comme

effets sur la vie politique, économique et sociale ; et il vaut mieux pour lui s'y résigner, s'y préparer, et l'affronter de son plein gré, en embrassant cette rencontre plutôt qu'en y étant contraint malgré lui.

S'il n'est d'autre monture que les fers de lance, celui qui y est contraint n'a d'autre avis que de les monter.

Le Proche-Orient n'a d'autre choix que de monter sur ces fers de lance ; et s'il voulait s'en détourner ou éviter de les monter, il n'en trouverait aucun moyen. Il lui suffit de savoir que cela ne lui est pas particulier, mais qu'il s'agit là du destin inéluctable de toute partie du monde, maintenant que les distances du temps et de l'espace ont été abolies. Et les gens disent, avec beaucoup de raison, que le monde aujourd'hui est l'objet d'une lutte entre deux grandes puissances, chacune voulant le dominer et y répandre son autorité, et le soumettre à ce qu'exigent leurs doctrines respectives en politique et leurs systèmes sociaux divergents.

Ces deux puissances ont coopéré pendant la Seconde Guerre mondiale, restant d'accord tant que la guerre durait, jusqu'à ce qu'elles remportent la victoire ; mais elles n'ont plus pu poursuivre leur entente par la suite, et se sont donc trouvées incapables d'organiser la paix. La guerre en Europe s'est achevée il y a un an et quelques mois, et les vainqueurs demeurent incapables d'établir et d'organiser la paix, parce qu'ils sont incapables de s'accorder entre eux. Et leur désaccord ne se limite pas au partage du butin et à la répartition des dépouilles, mais va bien au-delà, et est bien plus violent que cela ; car il dépasse les États vainqueurs eux-mêmes, malgré toute la puissance et la portée, toute la force et les moyens qu'ils possèdent, pour atteindre les peuples mêmes que ces États représentent. Car les peuples eux-mêmes diffèrent profondément entre eux : certains veulent suivre la voie de la liberté, la justice y étant subordonnée à la liberté et non l'inverse, tandis que d'autres veulent suivre la voie de la justice, la liberté n'y étant qu'un surplus facultatif, à réaliser seulement si la justice en permet la réalisation, et à sacrifier s'il n'est pas possible d'échapper à ce sacrifice au nom d'une justice totale et d'une égalité complète entre les hommes.

Puis les peuples diffèrent, dans leur vie intérieure même, de cette même manière qui divise les États, de sorte qu'y naissent des partis divergents, les uns adoptant la doctrine de la liberté totale, et n'hésitant pas à sacrifier la justice si la liberté exige ce sacrifice, les autres adoptant la doctrine de la justice totale, et n'hésitant pas à sacrifier la liberté si la

réalisation de la justice exige qu'on la sacrifie.

Et ainsi le monde assiste-t-il à ce spectacle étrange et remarquable : des États qui divergent entre eux, se disputant autour de la liberté et de la justice ; des partis qui divergent entre eux, luttant autour de la liberté et de la justice ; et des individus qui divergent entre eux, se querellant sur la liberté et la justice. Et la vie avance en trébuchant sur son chemin, osant à peine faire quelques pas en avant avant d'être contrainte de dévier à droite ou à gauche, et parfois contrainte de reculer tout à fait, restituant aux hommes des institutions qu'ils croyaient à jamais disparues, parties sans retour.

La confusion d'une seule personne peut aller jusqu'à lui faire adopter la doctrine de la liberté le matin, pour adopter, le soir venu, la doctrine de la justice. Et la confusion d'un seul peuple peut de même aller jusqu'à le faire dévier aujourd'hui vers la droite, pour soutenir la liberté, puis dévier demain vers la gauche, pour soutenir la justice — et par cette oscillation entre droite et gauche, il ne réalise ni la liberté ni la justice, mais ne fait que poursuivre dans sa confusion, s'enfonçant jusqu'aux oreilles dans l'embrouillement, et peut bien entraîner avec lui d'autres nations et d'autres peuples, dans la mesure où ils lui sont soumis ou subissent son influence, à un degré plus ou moins grand.

Toutes ces vérités sont simples et aisément observables ; on les remarque en lisant les journaux du matin, et en lisant les journaux du soir, à ceci près qu'on les regarde d'un coup d'œil rapide, ni profond ni réfléchi, comme on regarde les événements de la vie quotidienne, qui changent au passage de chaque matin et au départ de chaque soir. Le peuple anglais, par exemple, lorsqu'il s'est libéré l'an dernier du pouvoir des conservateurs, et a confié les rênes du gouvernement aux travaillistes, n'a fait que dévier du chemin de la liberté conservatrice vers la gauche, où se trouve la justice — ou disons, si l'on veut, où se trouve l'aspiration à la justice, et où se trouve le sacrifice, ou disons, si l'on veut, où se trouve la disposition à sacrifier beaucoup de la liberté individuelle et collective au service de la réalisation de cette justice.

Mais ce même peuple anglais, lorsqu'il contraint le gouvernement travailliste à adopter une politique conservatrice hors de la Grande-Bretagne, ne renonçant à rien de ses colonies, ni n'abandonnant la moindre part de ses intérêts dans les pays soumis, à un degré plus ou moins grand, à son influence, mais s'accrochant plutôt à l'Empire tel qu'il l'a reçu du gouvernement conservateur, et préservant ses intérêts dans

toutes les contrées du monde exactement de la manière dont les conservateurs eux-mêmes avaient coutume de procéder — je dis : le peuple britannique, lorsqu'il contraint le gouvernement travailliste à procéder de cette façon, ne fait que reculer, déviant de la gauche vers la droite, sacrifiant une part de justice pour préserver cette liberté qui lui est propre et qui lui a permis d'asservir et d'exploiter une si vaste partie de la terre.

Et le peuple britannique, lorsqu'il se libère du pouvoir des conservateurs, confie ses affaires aux travaillistes, et permet à son Premier ministre et à son ministre des Affaires étrangères de parler du droit des peuples à décider de leur propre destin, et du droit du monde à être délivré de l'esclavage et de la tyrannie, fait un pas vers la gauche au nom de la justice internationale — mais il n'est pas long avant qu'il ne revienne sur ses pas, faisant un pas vers la droite afin de préserver cette liberté ancienne qui lui a permis de maîtriser le destin des peuples, et le voici qui mène, dans sa politique envers la Grèce et la Yougoslavie, exactement la même ligne que suivaient les conservateurs eux-mêmes.

Et ce même peuple britannique fait un pas vers la gauche, lorsque son Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères déclarent vouloir évacuer l'Égypte sans restriction ni condition, mais il n'est pas long avant qu'il ne revienne sur ses pas sous l'influence des conservateurs, et le voici qui assortit cette évacuation de conditions qui l'annulent, et la lie de restrictions qui l'empêchent de tout mouvement et de toute activité ; car il sacrifie la justice internationale au nom de cette liberté qui lui est propre et qui lui permet de maîtriser le destin de l'Égypte, de sorte qu'il ne l'évacuera que lorsqu'il le voudra, et aux conditions et restrictions qu'il voudra bien proposer.

Et ce même peuple britannique fait de nouveaux pas vers la gauche, lorsqu'il « nationalise » un ensemble de services publics britanniques, puis hésite et recule lorsqu'il est question de nationaliser un autre ensemble de services ; il abolit la liberté des individus et des groupes au nom de la justice, mais ne l'abolit que dans une certaine mesure, parce qu'il n'a pas cru suffisamment en la justice ; et il préserve cette même liberté pour les individus et les groupes à l'égard de certains autres services, parce que là encore il n'a pas cru suffisamment en la justice. Il est donc partagé entre l'aspiration à la justice et la préservation de la liberté, et toutes les difficultés qu'il rencontre, tous les problèmes qui composent sa vie, lui viennent précisément de cette oscillation — entre la justice qui exigerait le sacrifice de sa liberté de dominer les nations et les

peuples, et de maîtriser le destin des États et des pays, et la liberté qui lui préserve le pouvoir de maîtriser le destin de ces mêmes nations et de ces mêmes peuples.

Et le peuple français suit cette même voie, oscillant entre la liberté et la justice ; il se rend à ses élections générales d'octobre dernier, s'élançant avec vigueur vers la gauche, formant la majorité de son assemblée constituante de communistes et de socialistes, et le voici qui nationalise un ensemble de ses services publics — mais il n'est pas long avant que la peur ne le saisisse et que la panique ne s'empare de lui, et le voici qui rejette la constitution que lui avait rédigée cette assemblée constituante de gauche ; et lorsqu'il lui est demandé d'élire une autre assemblée constituante, il dévie vers la droite, en formant la majorité de modérés, et en faisant des gens de gauche leurs suiveurs, ou quelque chose qui y ressemble — montrant par là qu'il veut la justice, mais dans une certaine mesure, et qu'il tient à la liberté plus qu'à toute autre chose.

J'oublierai bien des choses avant d'oublier deux conversations, l'une tenue entre moi et un homme du peuple à Marseille, un jour avant le rejet de la constitution. Cet homme m'avait dit qu'il rejetterait la constitution le lendemain, parce qu'il ne voulait pas d'une constitution de gauche, mais qu'il voterait ensuite pour la gauche, parce qu'il voulait la réforme sociale, et ne voulait ni d'un parlement réactionnaire ni d'un gouvernement excessivement modéré. L'autre fut tenue entre moi et un professeur de la Sorbonne à Paris, deux jours après le rejet de la constitution. Ce professeur était de tendance gauchiste, extrême même dans son amour de la gauche, et pourtant il avait rejeté la constitution aux côtés des gens de droite. Lorsque je lui en parlai, il me dit : « Oui, j'ai rejeté la constitution parce que je ne veux pas être soumis à la censure pour ce que je publie comme livres, ce que je diffuse comme articles, et ce que je donne comme cours et conférences. » Il voulait donc la justice, mais à condition que cette justice ne restreigne pas sa propre liberté lorsqu'il écrit ou parle. Et l'industriel pourrait dire exactement ce que disait ce même professeur : il a rejeté la constitution de gauche parce qu'il ne voulait pas être soumis à un contrôle sur ce que produisent ses usines, et sur le profit qu'il en tire.

*Tu m'as fait espérer, jusqu'à m'avoir conquis tout entier, par des mots qui
feraient descendre des rochers les bouquetins sauvages vers la plaine
ouverte,
puis tu t'es éloignée de moi, quand je n'avais plus aucun remède, et tu as
laissé, au fond de ma poitrine, ce que tu y as laissé.*

Ils aiment, dans cet idéal supérieur, précisément cette coquetterie et ce refus, et goûtent le plaisir de ce feu qui brûle dans leur poitrine et consume leur cœur de désir pour la justice, mais ils détesteraient que ce feu s'éteigne, que leur poitrine se refroidisse, et qu'ils atteignent la justice au point de se sentir assurés de l'avoir atteinte. Ils aiment la liberté d'une tout autre manière : ils aiment la prendre entre leurs mains, la serrer contre leur poitrine, et en jouir dans la plus grande mesure possible ; ils n'en obtiennent jamais une part sans en convoiter une part plus grande encore, et ne perdent jamais la moindre part d'elle sans que leur cœur ne se brise de chagrin ; car il existe une différence très grave entre la jouissance de la liberté et la jouissance de la justice.

Car la jouissance de la liberté suscite ce plaisir épuisant, parce qu'elle pousse à l'action et à l'activité, incite au labeur et à l'effort, et empêche l'homme de jamais se reposer ni trouver le répit. La jouissance de la justice, en revanche, est véritablement reposante, car elle tue l'ambition, incite à la satisfaction, et pare le cœur de contentement — ou plutôt, impose le contentement au cœur par pure contrainte. Quelle étrangeté y a-t-il donc à ce que l'homme préfère, par-dessus tout, la liberté, qui le remplit de force et de vigueur, le pousse vers l'espoir et vers l'action, et le retient dans cette douce inquiétude continuelle, qui ne connaît ni satisfaction ni n'aime le repos, plutôt que la justice, qui n'éveille ni force ni vigueur, ne pousse vers aucun espoir ou action supplémentaire, et remplit le cœur de sécurité et de satisfaction, le protégeant de l'inquiétude et de la crainte !

Et il en va dans le reste de l'Europe occidentale comme en France et en Grande-Bretagne : un amour assuré de la liberté, un attachement résolu à celle-ci, et une aspiration à la justice semblable à celle des amants chastes et courtois envers ceux qu'ils aiment.

Il suffit de regarder la Belgique et les Pays-Bas : comme la Grande-Bretagne et la France, ils glorifient la justice, chantent ses louanges, et ne répugnent pas à en réaliser quelque chose sur le sol belge et néerlandais, de leur plein gré ou sous la contrainte, mais dans le même temps ils préfèrent la liberté de la manière la plus décidée, la préférant surtout en politique étrangère ; car la justice n'a pas été créée pour l'Indonésie, par exemple, ni pour le Congo belge, tout comme elle n'a pas été créée pour les colonies britanniques et françaises ni pour les peuples faibles en général. Et si elle a été créée pour l'Europe, c'est pour que l'Europe en reçoive seulement une mesure limitée, comme le sel, dont un

peu améliore la nourriture, mais dont trop gâte entièrement la nourriture. C'est pourquoi la Belgique et les Pays-Bas — comme la France et la Grande-Bretagne — préservent une liberté large et généreuse pour les individus et les groupes, tout en tentant de réaliser quelque chose de la justice, afin de faire taire ceux qui la convoitent et la réclament, qui ne cessent de réclamer à grands cris la justice sociale du matin au soir.

Il n'est pas facile de discerner les tendances de l'Allemagne vaincue ; car elle n'a pas encore obtenu cette faible mesure de liberté nécessaire pour exprimer ce qu'elle veut pour son sombre avenir, mais elle a, en tout cas, été partagée entre les vainqueurs, chacun occupant une partie de son territoire. Et ces vainqueurs préparent le peuple allemand, ou tentent de le préparer, à la doctrine politique et sociale qu'ils affectionnent et pratiquent eux-mêmes. Ainsi l'Europe occidentale et l'Amérique préparent-elles une partie du peuple allemand — ou tentent-elles de le préparer — à cette démocratie traditionnelle qui préfère la liberté à la justice, et qui fait de la réforme sociale un moyen de satisfaire les classes misérables d'une part, et de se défendre elle-même et de préserver ce qui lui reste d'autorité et de puissance d'autre part. Mais la Russie soviétique occupe une grande partie de l'Allemagne, et la prépare — ou tente de la préparer — à sa propre doctrine politique et sociale ; et sa doctrine est claire et connue : elle préfère la justice et l'égalité, et l'abolition de la concurrence, de la rivalité, de la supériorité et du privilège, à la liberté et à tout ce qu'elle entraîne de lutte entre individus et groupes, de course à l'obtention d'avantages, et d'accaparement de ces avantages une fois obtenus.

Et c'est ce conflit violent entre ces deux puissances — la puissance de la liberté en Amérique et en Europe occidentale, et la puissance de la justice en Russie — qui a rendu la vie des vainqueurs si difficile depuis que la guerre a déposé ses fardeaux à l'Est comme à l'Ouest ; c'est lui qui s'est dressé entre eux et l'accord lorsqu'ils se sont réunis en octobre dernier, et lorsqu'ils se sont réunis en avril et en mai, et il est sur le point de se dresser à nouveau entre eux et l'accord lorsqu'ils se réuniront, dans quelques jours, à Paris.

Et le rideau de fer que la Russie, dit-on, a abaissé devant une grande partie de l'Europe orientale et méridionale n'est rien d'autre qu'un mur infranchissable séparant la liberté et la justice, les empêchant de se rencontrer face à face et de s'affronter sur un même terrain. Car l'Europe occidentale est soumise à la liberté, et à tout ce qu'elle entraîne de rivalité et de discorde, tandis que l'Europe orientale est soumise à la

justice, et à tout ce qu'elle entraîne de domination, de contrainte et de bridage des intérêts et des ambitions débridées. Et lorsque la nation grecque tint ses élections sous les yeux des Anglais, des Français et des Américains, et que le résultat de ces élections pencha vers la droite plutôt que vers la gauche, les Russes dirent : ces élections ne se sont pas déroulées librement, et n'étaient pas à l'abri de l'ingérence de la démocratie occidentale et du capital qui la soutient.

Et lorsque la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie réglèrent leurs affaires par des élections ou par l'établissement de gouvernements provisoires, et que le résultat de tout cela fut que ces nations dévièrent vers la gauche, les Anglais, les Américains et les Français avec eux dirent : ces nations ne sont pas libres de décider de leur propre destin, mais sont influencées, dans tout ce qu'elles font et tout ce qu'elles disent, par l'autorité violente de la Russie. Et tout cela ne signifie rien d'autre que les petits peuples d'Europe ont eux aussi été contraints d'osciller entre les doctrines des puissants, partisans de la liberté et de la justice — de sorte qu'en Europe occidentale ils penchent vers la liberté, parce que les puissants parmi les vainqueurs y penchent eux-mêmes.

La vérité est que la volonté de ces peuples n'a pas reçu les occasions qu'elle aurait dû recevoir pour se manifester clairement, sans équivoque ni obscurité. Et la situation espagnole est peut-être l'une des illustrations les plus claires de cette rivalité entre la justice et la liberté. Il faut noter que la domination et la contrainte sont les deux instruments employés tout autant par la justice que par la liberté, chacune d'elles se défendant par leur moyen, et chacune d'elles affermissant par leur moyen son propre pouvoir.

C'est l'armée britannique qui a soutenu la liberté en Grèce aux dépens de la justice, et c'est l'armée russe qui a soutenu la justice en Europe orientale aux dépens de la liberté. Aucun des vainqueurs n'a d'armée en Espagne fasciste ; et si une telle armée avait existé, l'Espagne fasciste aurait penché vers la doctrine de la liberté si l'armée avait été britannique ou américaine, et vers la doctrine de la justice si elle avait été russe. Mais l'Espagne n'est pas occupée, et c'est pourquoi sa situation est une preuve manifeste de l'intensification de la rivalité entre ces deux doctrines. Quant aux partisans de la justice — les Russes, et les Français aussi, tant que la France elle-même penchait à gauche — ils veulent abolir le régime fasciste en Espagne, dût cela conduire à une intervention militaire dans les affaires espagnoles. Et le minimum de ce qu'ils

demandent, c'est que soient rompues les relations politiques entre tous les États vainqueurs, quelles que soient leurs doctrines divergentes, et l'Espagne fasciste, et que les États vainqueurs reconnaissent le gouvernement espagnol en exil, qui s'est établi un temps en Amérique latine et veut aujourd'hui s'installer en France. Et ils fondent leurs demandes sur l'idée que la démocratie victorieuse ne devrait pas permettre au fascisme de survivre, que l'organisation des Nations unies et la charte de San Francisco l'imposent absolument, et que l'Espagne fasciste a pris le parti de l'Allemagne et de l'Italie, car elle leur est redevable de son existence même.

Mais les Britanniques et les Américains croient ici en la liberté des peuples d'une foi qui confine au fanatisme : le peuple espagnol est libre de choisir le gouvernement qui dirige ses affaires, et aucun pouvoir extérieur ne devrait s'ingérer dans les affaires strictement espagnoles, ni imposer à l'Espagne un gouvernement, fût-il démocratique, ni délivrer l'Espagne d'un gouvernement, fût-il fasciste, qui a combattu la démocratie et l'a entravée par tous les moyens qu'il a pu trouver.

Et le résultat de tout cela est que le peuple espagnol lui-même est divisé, du moins en apparence : une partie de lui veut revenir au régime républicain de gauche, et une autre veut préserver le régime fasciste de droite. Avant la guerre, l'Allemagne et l'Italie n'avaient pas hésité à soutenir par les armes le régime fasciste en Espagne. Mais après la guerre et la victoire de la démocratie, la Grande-Bretagne et l'Amérique refusent même de rompre les relations politiques avec le fascisme espagnol, qui a aidé contre la démocratie et lui a préparé toutes sortes de machinations.

Toute l'affaire, donc, se ramène — avant tout et après tout — à la lutte entre ces deux doctrines : la doctrine de la liberté, qui s'appuie sur le capital, et la doctrine de la justice, qui s'appuie sur le communisme.

Et de même que la Russie a abaissé un rideau de fer devant l'Europe orientale et méridionale, la Grande-Bretagne et l'Amérique abaissent un autre rideau de fer devant l'Europe occidentale. Tout cela comporte peut-être un danger pour l'avenir du monde, mais il existe quelque chose de plus dangereux encore : c'est que les peuples eux-mêmes sont profondément divisés dans leur vie intérieure ; une partie d'entre eux penchant vers la liberté, suivant la Grande-Bretagne et l'Amérique, et sollicitant leur aide contre ses rivaux si besoin est ; et une autre partie penchant vers la justice, suivant la Russie, et sollicitant son aide contre

ses rivaux si besoin est.

Et il en résulte que le mot « indépendance » devient l'un de ces mots creux, qui ne désignent plus, à présent, aucun sens réalisé dans la vie de ces peuples.

Il était vraiment comique, durant la lutte électorale en France, de voir les partisans de la liberté accuser leurs rivaux de recevoir leurs ordres de Moscou et de vouloir faire de la France une queue de la Russie, et de voir les partisans de la justice accuser leurs propres rivaux de recevoir leurs ordres de Washington et de vouloir faire de la France une queue de l'Amérique.

La vérité est que les uns et les autres exagéraient, et savaient qu'ils exagéraient. Car l'idée de justice est devenue le fondement d'une doctrine qui confine à une religion, et l'idée de liberté est devenue de même le fondement d'une doctrine qui confine à une religion. Ceux qui penchent vers l'une ou l'autre doctrine, et croient en l'une ou l'autre foi, sont naturellement contraints de soutenir leurs partenaires d'opinion et leurs frères de foi. L'alignement des partisans de la justice en France sur la Russie, comme l'alignement des partisans de la liberté sur l'Amérique, est un phénomène naturel, comparable à l'alignement des musulmans, en un temps donné, sur le siège du Califat, et à l'alignement des chrétiens, en un temps donné, sur le siège de la chrétienté à Rome.

Cette divergence entre les deux doctrines ne tarda pas, cependant, à se compliquer après la Première Guerre mondiale avec l'apparition d'une doctrine médiane, qui voulait préserver la liberté tout en réalisant la justice sur terre, mais qui ne considérait ni la liberté en elle-même ni la justice en elle-même, les examinant plutôt toutes deux sous un angle particulier, celui de la religion. Car les partisans de la justice parmi les communistes et les socialistes s'appuient avant tout sur le matérialisme, qui nie entièrement les religions, et considère la vie sociale comme le résultat nécessaire d'une évolution historique inévitable.

Et les partisans de la liberté — surtout depuis la Révolution française — ne se soucient guère de la religion, et n'y prêtent guère attention. Si donc une troisième doctrine pouvait naître entre ces deux-là, conciliant la liberté et la justice d'une part, et la religion d'autre part, prenant la religion pour fondement d'une vie humaine nouvelle qui s'élèverait au-dessus de la matière, s'élèverait vers les idéaux supérieurs, et croirait qu'il existe en l'homme une force qui ne peut vivre, ni porter fruit, ni accorder à l'homme sa part de progrès, sans se relier à sa source

sacrée première par la voie de la foi, de la confiance et de l'espérance — je dis que si cette doctrine pouvait naître, sa naissance serait un bien, un bien tout entier ; car elle réparerait ce que la Révolution avait corrompu, rendant à la religion sa place dans les cœurs et son autorité sur les âmes, préservant les hommes du matérialisme débridé et de l'athéisme rebelle, tout en leur garantissant, en même temps, une part modérée de liberté, et en leur permettant, dans le même temps, un effort continu vers la réalisation de la justice sur terre.

Et c'est ainsi que naquit le socialisme chrétien, qui ne fonde pas la justice sur le déterminisme historique, ni ne fait de la réforme le simple résultat de l'évolution matérielle, ni n'abolit la liberté de l'individu ni celle des groupes, mais fonde plutôt les affaires des hommes sur la sympathie mutuelle, la coopération et l'amour, et rassemble leurs cœurs autour de ces idéaux humains et divins supérieurs.

Il ne fait aucun doute que les horreurs des deux guerres mondiales ont eu le plus grand effet sur la naissance de cette doctrine, sur sa diffusion et sur son triomphe dans certains pays. Ces horreurs que la guerre a déversées sur les hommes, ces catastrophes qui se sont infiltrées dans la vie des individus et des communautés, cette cruauté qui a rompu entre les hommes des liens de parenté que Dieu avait ordonné de maintenir — tout cela a détourné les hommes de leur foi en l'autorité et en la suprématie de la science, les a détournés de cette fascination qui avait rempli leur cœur et dominé leurs affaires au siècle dernier, et les a contraints à réfléchir au fait que la science n'est pas tout, que la raison n'est pas tout, et que l'homme ne se compose pas seulement de raison et de corps, mais possède d'autres facultés qu'il ne faut pas négliger, et d'autres besoins qu'il ne faut pas mépriser.

Et parmi les plus importantes de ces facultés se trouve la faculté du sentiment, et parmi les plus importants de ces besoins se trouve le besoin de croire en une puissance sacrée qui dirige les affaires de l'homme, l'élève vers le bien, le détourne du mal, et l'éloigne des péchés funestes. Et ce qui a encore aidé à la diffusion et au triomphe de cette doctrine après la Seconde Guerre mondiale, c'est que le droit de vote a été accordé aux femmes dans la plupart des peuples européens, après avoir été réservé aux seuls hommes ; et c'est pourquoi le socialisme chrétien a récemment triomphé en France, par la victoire du Mouvement républicain populaire aux dépens des socialistes marxistes, et la démocratie chrétienne a triomphé en Italie, également aux dépens du socialisme marxiste, et ce nouveau socialisme chrétien est devenu une

force qui pèse d'un poids réel dans la vie politique de l'Europe occidentale en général.

Je ne sais si ce socialisme chrétien connaîtra un succès durable, ou s'il n'est qu'un contrecoup de la guerre, de sorte que les années passeront à peine avant que la vie européenne ne retrouve sa nature habituelle, et que la lutte entre ces deux doctrines — la doctrine de la liberté et la doctrine de la justice — ne reprenne avec violence. Car cette doctrine socialiste chrétienne est belle et admirable en elle-même, à l'instar de la doctrine de la justice et de la doctrine de la liberté, mais elle n'a pas plus tôt fait son entrée dans l'existence quotidienne et entrepris de traiter les problèmes urgents de la vie qu'elle se trouve frappée des mêmes symptômes qui frappent les deux autres doctrines, des symptômes qui la rendent odieuse à un groupe d'hommes et aimée d'un autre.

Car le socialisme chrétien n'abolit pas le capital, et donc le capital y trouvera son assurance, tandis que les partisans de l'égalité pure et de la justice absolue s'en détourneront. Et le socialisme chrétien ne renie pas la réforme sociale, mais la pousse résolument, et peut parfois s'y montrer extrême, de sorte que les extrémistes l'exploiteront pour réaliser une partie de ce qu'ils veulent, tandis que les conservateurs s'en méfieront, car elle leur coûte plus qu'ils ne veulent en payer. Et le socialisme chrétien, de par son nom même et son attachement à la religion, est contraint de ménager l'Église — ou plutôt de lui obéir et de la satisfaire — et donc un vaste public d'Européens, et de penseurs qui ont depuis longtemps rompu tout lien avec l'Église, s'en détourneront.

Prenez un seul exemple de cette position médiane qui place le socialisme chrétien dans l'embarras dans un pays comme la France : ce socialisme chrétien réclame cette liberté de l'enseignement que réclament aussi les conservateurs les plus extrêmes. Et cette liberté de l'enseignement est rejetée par un grand nombre de Français, ceux-là mêmes qui ont défendu la séparation de l'Église et de l'État, et qui ont amené la Troisième République française à faire de l'enseignement une affaire d'État, soumise à son autorité et tenue à une neutralité religieuse complète.

Il n'est donc pas d'échappatoire : le socialisme chrétien rencontrera beaucoup de difficultés en traitant cette question, car les partisans de la justice marxiste ne se sont ni affaiblis ni découragés, mais ont conservé leur force, qui se répand et triomphe davantage de jour en jour. En

réalité, le socialisme chrétien est sur le point de n'être qu'une de ces phases transitoires, dans lesquelles les peuples trouvent du réconfort lorsque la guerre les a épuisés, et que les crises leur imposent plus d'effort et de difficulté qu'ils ne peuvent en supporter. Mais une fois reposés et ayant recouvré leur force et leur vigueur, ils s'impatientent des positions médianes, et reprennent la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre le conservatisme et l'extrémisme — ou disons, si l'on veut, entre l'attachement à la liberté et l'aspiration à la justice.

Et ce qui ne fait aucun doute, c'est que la nature humaine pousse toujours l'homme vers le progrès ; il n'atteint jamais une étape du progrès sans s'élever vers une étape meilleure encore, car « le besoin de qui vit ne s'épuise jamais », comme le dit notre grand poète. Et la civilisation humaine matérielle se développe rapidement, et facilite, répand et met à la portée de tous l'excès. L'humanité ne peut donc que se poser sans cesse cette question : pourquoi la félicité est-elle accordée à un groupe d'hommes et refusée à un autre ? Pourquoi les hommes sont-ils distingués les uns des autres dans leur jouissance de la vie, alors qu'ils sont égaux dans leur entrée dans la vie et leur sortie de celle-ci ? Pourquoi l'ouvrier travaille-t-il et le paysan cultive-t-il, remplissant tous deux la terre des moyens du luxe et des instruments de la félicité, pour que le fruit de ce labeur profite à un groupe de gens qui ne travaillent ni ne cultivent, qui ne fournissent aucun effort et ne supportent aucune peine dans la vie ?

Et pourquoi le loisir est-il accordé à une minorité d'hommes, et la peine imposée à leur grande majorité ? Ces questions ont été posées aux hommes depuis les époques les plus reculées, mais ils ne se les étaient pas posées à eux-mêmes avec autant d'insistance qu'aujourd'hui ; et ils croient — qu'ils aient raison ou tort, qu'ils le veuillent ou non — que la justice doit être la fin dernière de la vie, et que la véritable égalité, en permettant aux hommes de bénéficier de cette justice, est le moyen de réaliser cette grande fin. Si vous leur rappelez la liberté et ses mérites et ses vertus — et que de mérites et de vertus a la liberté ! — ils vous diront que la liberté ne nourrira pas l'affamé, ni n'habillera le nu, ni n'abreuvera l'assoiffé ; ils vous diront que le malheureux ne peut profiter de sa propre liberté, car la liberté ne sert à rien sans les moyens d'en user ; ils vous diront que la liberté est assurément un bien, mais à condition d'être accordée aux hommes seulement après que l'égalité se soit établie entre eux, que la justice se soit affermie entre eux, et qu'elle soit mise à l'abri de tout abus et de toute tyrannie. Et ils vous diront que la liberté, si elle

est accordée aux hommes avant que la justice ne se soit affermie entre eux, suscitera entre eux la rivalité, répandra entre eux la haine, et sèmera en eux la convoitise, l'envie et la rancune, faisant d'eux des ennemis les uns pour les autres.

Et ils invoqueront l'histoire tout entière à l'appui de tout cela. Et ils diront : il faut que la justice se réalise d'abord, et que les hommes soient égaux dans la jouissance de la vie comme ils le sont dans leur entrée en elle et leur sortie d'elle. Et une fois cela accompli, accordez-leur alors la liberté, si vous voulez : elle ne les exposera plus au mal, ni ne suscitera entre eux ruse, trahison, perfidie ou inimitié.

Vous pourriez leur objecter que la réalisation de la justice qu'ils veulent, et l'égalité à laquelle ils aspirent et qu'ils convoitent, appellent beaucoup de mal, et le premier de ces maux étant l'abolition de la liberté, l'abaissement du fort hors de sa force, du supérieur hors de sa supériorité, du riche hors de sa richesse, la contrainte des hommes à des modes de vie semblables, rendus odieux par leur similitude même, et leur soumission à la violence pour les ramener sur la bonne voie et les guider vers le droit chemin. Vous pourriez leur citer en exemple ce qui se passe ici et là, dans les milieux qui ont tenté de réaliser la justice et l'égalité, en fait de violence inouïe et de domination intolérable ; mais ils vous répondront toujours que l'humanité est malade, et que la guérison du malade ne se fait pas en le cajolant et en le ménageant, mais en le contraignant à prendre le remède, si amer et détestable soit-il, et parfois en lui imposant quelque chose de plus pénible encore, de plus épuisant et de plus lourd que le remède le plus amer et le plus détestable.

*Que la paix soit sur toi, ô Imam — et que la main de Dieu ait béni ce cuir
usé et rapiécé.*

*Qui s'efforce — fût-ce en chevauchant les deux ailes d'une autruche —
d'atteindre ce que tu as accompli hier, sera devancé.*

*Tu as réglé bien des affaires, puis tu es parti, laissant derrière toi des
calamités encore repliées dans leurs manches, non défaites.*